18 0008

ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL

1ère LEGISLATURE

1ère SESSION EXTRAORDINAIRE 1961

- R A P P O R T -

Fait

au nom de la Commission des Finances

SUR le projet de LOI n° 53/60/ANS portant ratification des ordonnances prises en vertu de la Loi d'habilitation n° 60-043 du 20 Août 1960.-

par HAMEL DIOP
Rapporteur Général

-o-o-o-o-o-o-o-

Monsieur le Président,

Mes Chers Collègues,

Le retrait du Sénégal de la Fédération du Mali et la proclamation de l'indépendance de la République sénégalaise, dans la nuit du 19 au 20 Août 1960, a conduit le Gouvernement, dans le cadre de la Loi 60-043 du 20 Août 1960 lui accordant les pleins pouvoirs, à prendre par ordonnances diverses mesures qui sont normalement du domaine de la Loi.

C'est l'objet des ordonnances soumises à la ratification de l'Assemblée Nationale.

*

* *

- Ordonnance n° 60-01 du 20 Août 1960, relative au fonctionnement du Trésor sur le Territoire du Sénégal.

Cette ordonnance n'a appelé aucune observation de la part de la Commission des Finances, qui vous engage à la ratifier.

- Ordonnance n° 60-02 du 20 Août 1960, portant création d'un Service des Douanes de la République du Sénégal.

Pour les mêmes motifs qui ont inspiré l'ordonnance précédente, il est créé, pour compter du 20 Août 1960, un Service des Douanes de la République du Sénégal, placé sous l'autorité du Ministre des Finances.

La présente ordonnance n'a appelé aucune objection de la part de la Commission des Finances qui vous engage à la ratifier.

.../...

- Ordonnance n° 60-04 du 24 Août 1960, portant 2ème remaniement du Budget 1960 de la République du Sénégal.

L'éclatement du Mali a conduit le Gouvernement du Sénégal à consentir une avance du Budget du Sénégal de 300 Millions, pour permettre le règlement des rémunérations des fonctionnaires relevant précédemment de l'ex-Fédération.

C'est l'objet de ce deuxième remaniement, qui comporte en recettes et en dépenses 300.000.000 de francs.

Votre Commission des Finances est favorable à sa ratification.-

Dakar, le 24 Février 1961

180008

ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL

1ère LEGISLATURE

1ère SESSION ORDINAIRE 1961

- R A P P O R T -

fait

au nom de la Commission de la Législation, de la Justice
et de l'Administration Générale,

Sur le projet de loi n° 54/60/ANS portant ratification des
ordonnances prises en application de la loi n° 60-046 du
7 Septembre 1960.

Par Me Khar N'Doffène DIOUF.

Monsieur le Président,
Mes Chers Collègues,

La Commission de la Législation et de la Justice soumet à la sage appréciation de l'Assemblée les ordonnances qui suivent :

1°/ Ordonnance n° 60-25 du 10 Octobre 1960 portant modification du Code d'Instruction Criminelle : Ce texte a trait à la manière dont sont reçues les dépositions des membres du Gouvernement et celles des Représentants de Puissances Etrangères. La comparution devant l'Autorité Judiciaire et les dépositions des Membres du Gouvernement, des Représentants de Puissances Etrangères ont été réglées dans ce texte d'une manière exceptionnelle étant donné la qualité des personnalités dont s'agit. Cette procédure abroge les articles allant de 510 à 513 du Code d'Instruction Criminelle.

L'Ordonnance n° 60-026 du 10 Octobre 1960 relative au Sceau de l'Etat porte pour type d'un côté un lion passant et une étoile à 5 branches, avec **légende** " République du Sénégal " et " Au nom du Peuple Sénégalais ", et de l'autre côté un baobab avec pour **légende** " République du Sénégal " et " Un Peuple, un But, une Foi ".

Les sceaux, timbres et cachets des grands Corps de l'Etat, des Ministères, des Cours et tribunaux, de toutes les administrations et autorités publiques porteront pour type le Baobab et légende " République du Sénégal ".

L'Ordonnance n° 60-027 du 10 Octobre 1960 relative aux agissements portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publics : Dans cette ordonnance on a voulu réprimer les agissements portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publics. En fait, elle est dirigée contre toute personne dont les

.../...

agissements se révèlent dangereux pour la sécurité publique ou portent atteinte au crédit de l'Etat. Le texte institue des mesures d'éloignement et d'assignation à résidence qui ne peuvent excéder 6 mois. Il détermine aussi la procédure à suivre pour l'infliction de ces mesures.

L'Ordonnance n° 60-032 du 18 Octobre 1960 portant amnistie : Des événements regrettables étant survenus à Tivaouane et à Fatick les 20 Juin 1959 et 28 Juillet 1960 le Gouvernement a eu devoir amnistier les infractions commises au cours ou à l'occasion de ces événements.

Il est à noter qu'il s'agit d'une amnistie spéciale de circonstance.

L'Ordonnance n° 60-036 du 22 Octobre 1960 créant l'Ordre National du Sénégal : La République du Sénégal a près son Indépendance a tenu à créer un Ordre National pour récompenser les services civils et militaires. L'Organisation de l'Ordre National, sa composition, sa discipline sont déterminés par la présente Ordonnance.

L'Ordonnance N°60-047 du 9 Novembre 1960 portant Statut de la Magistrature de la République du Sénégal.

Ce texte que l'on connaît bien, fixe les règles relatives au Statut de la Magistrature. Il détermine le mode de nomination des magistrats, leur devoir et leur discipline, règle la préséance, les conditions de recrutement, en un mot, fixe toutes les règles relatives à la carrière de la magistrature sénégalaise. Enfin il prévoit des mesures transitoires pour la nomination aux fonctions de juges de paix, des greffiers et greffiers en chef inscrits sur une liste d'aptitude.

L'Ordonnance n° 60-051 du 14 Novembre 1960 concernant le Casier Judiciaire. Ce texte ne change rien aux autres dispositions concernant le fonctionnement du Casier Spécial et stipule simplement que le bulletin n° 1 concernant les

.../...

personnes nées hors du Territoire de la République du Sénégal établis conformément aux dispositions du Chapitre I Titre II, Livre II du Code d'Instruction Criminelle, du décret du 2 Septembre 1954 sur le Casier Judiciaire, sont classés au Casier Spécial tenu au Greffe de la Cour d'Appel de Dakar.

L'Ordonnance n° 60-052 du 14 Novembre 1960 portant renforcement de la protection de l'Ordre public. Cette ordonnance complète l'article 91 du Code Pénal. Elle tend à protéger les institutions publiques et leur fonctionnement. Elle vise les manœuvres et actes de nature à compromettre la sécurité publique, pour occasionner des troubles politiques graves. Elle interdit une certaine propagande de nature à compromettre la sécurité publique ou à inciter les citoyens à enfreindre les lois du pays, enfin la publication la diffusion ou la répartition par quel que moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces falsifiées ou mensongèrement attribuées à un tiers dans le cas où tous ses actes auront entraîné la désobéissance aux lois du pays ou porté atteinte au moral de la population, jeté le discrédit sur des institutions politiques ou leur fonctionnement.

Il est à remarquer que les coupables pourront être frappés d'interdiction de séjour et pour 5 ans au plus.

L'Ordonnance N° 60-056 du 14 Novembre 1960 fixe l'organisation judiciaire de la République du Sénégal : Ce texte détermine outre l'organisation des Cours d'Appel ou d'Assises et Tribunaux de Première Instance, les principes fondamentaux applicables aux litiges de droit privé. Il supprime des juridictions coutumières autres que celles des Cadis et aussi le Conseil du Contentieux Administratif.

L'Ordonnance n° 60-057 du 14 Novembre 1960 fixe les attributions des Juges de paix en matière criminelle et correctionnelle. Ces juridictions connaît des délits simples contre la chose publique et contre les particuliers.

Cependant il convient d'ajouter dans leur compétence les délits forestiers qui sont présentement du domaine des tribunaux de Première Instance.

La Commission vous propose une intégration dans la liste de ces délits : délits forestiers.

L'Ordonnance n° 60-039 du 22 Octobre 1960 relative à la modification des limites de la Commune de Kaolack. Etant donné l'importance de cette commune, son essor et l'intensité de son activité économique, il est souhaitable d'adopter les nouvelles limites fixées par l'ordonnance dont s'agit.

L'Ordonnance n° 60-046 du 31 Octobre 1960, la Commission vous propose comme Fête Nationale la date du 4 Avril et comme fêtes déclarées légales sur le Territoire de la République du Sénégal :

- 1° La Journée du 20 Août
- 2° La Journée du Mawloud
- 3° La Journée de la Tabaski
- 4° La Journée de la Korité
- 5° le Jour de l'An " 1er janvier "
- 6° le 1er Mai
- 7° Le Lundi de Pâques
- 8° le Jeudi de l'Ascension
- 9° Le Lundi de Pentecôte
- 10° Le 15 Août
- 11° le 1er Novembre
- 12° la Fête de Noël
- 13° le 14 Juillet.

Les raisons d'une pareille décision s'expliquent aisément qu'il s'agit de fêtes religieuses ou de fêtes qui n'ont aucun caractère religieux. Les fêtes légales sont chômées. La Fête Nationale et la journée du 1er Mai sont chômées et payées.

.../...

Au total la Commission de la Législation et de la Justice tout en vous indiquant le caractère discrétionnaire d'une telle ratification, vous invite à l'adoption pure et simple de ces ordonnances qui au reste ont déjà été appliquées.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

RAPPORT DE PRESENTATION

à l'Assemblée Nationale

Par la loi d'habilitation n° 60-043/ALS du 20 Août 1960 l'Assemblée Nationale autorisait le Gouvernement à prendre par ordonnance pour une durée de trois mois des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.

Les pouvoirs ainsi consentis lors du retrait du Sénégal de la Fédération du Mali furent renouvelés par la loi 60-046/AN du 7 Septembre 1960.

Conformément à l'article 2 des lois précitées, j'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée Nationale les projets de loi de ratification ci-joints.

MAMADOU DIA

REPUBLIQUE DU SENEGAL

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

N°60.439/SG

DECRET DE PRESENTATION

à l'Assemblée Nationale d'un projet de Loi de ra-
tification des ordonnances prises en vertu
de la loi d'habilitation N°60-043 du 20
Août 1960 -

VU la Constitution;
VU l'Ordonnance 69-037 du 31 Mars 1959;
VU l'Ordonnance 59-038 du 31 Mars 1959 relative aux pouvoirs
généraux du Président du Conseil;

- DECRETE :

ARTICLE 1er - Le projet de loi adopté en Conseil des Ministres
le 10 Novembre 1960 et dont la teneur suit, sera présenté par
le Président du Conseil

qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la
discussion./-

Fait à Dakar, le 13 Décembre 1960

Mamadou DIA.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

N°

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

L O I

de ratification des ordonnances prises en vertu
de la loi d'habilitation n°60-043 du 20 Août 1960

ARTICLE UNIQUE - Sont ratifiées les ordonnances prises en application de la loi 60-043 du 20 Août 1960 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, pour une durée de trois mois, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi :

- Ordonnance n°60-01 du 20 Août 1960 portant création d'un Service du Trésor
- Ordonnance n°60-02 du 20 Août 1960 portant création d'un Service des Domaines
- Ordonnance N°60-03 du 22 Août 1960 portant modification de la formule exécutoire
- Ordonnance n°60-04 du 24 Août 1960 portant deuxième remaniement du budget de la République du Sénégal exercice 1960
- Ordonnance n°60-05 du 26 Août 1960 fixant les modalités de désignation des Délégués des Assemblées Régionales et Municipales pour l'élection du Président de la République du Sénégal
- Ordonnance n°60-06 du 27 Août 1960 autorisant le Ministre de la Défense à procéder au rappel à l'activité d'Officiers de réserve.
- Ordonnance n°60-07 du 27 Août 1960 autorisant le Ministre de la Défense à admettre en situation d'activité, pour une durée de 6 mois renouvelable, les Officiers de réserve qui en feraient la demande
- Ordonnance n°60-08 du 27 Août 1960 relative à l'admission avec leur grade dans les réserves des Forces Armées du Sénégal les citoyens sénégalais titulaires d'un grade d'officier dans les réserves de l'Armée Française
- Ordonnance n°60-09 du 27 Août 1960 relative à l'érection du Port de Dakar en Etablissement public de la République du Sénégal
- Ordonnance n°60-10 du 27 Août 1960 relative à l'érection de la Régie des Chemins de Fer en Etablissement public de la République du Sénégal,

annexées à la présente Loi

FAIT à DAKAR, le

REPUBLIQUE DU SENEGAL

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

N°60.440/SG

DECRET DE PRESENTATION

à l'Assemblée Nationale d'un projet de Loi de ra-
tification des ordonnances prises en vertu
de la Loi d'habilitation n°60-046 du 7 Septembre 1960

VU la Constitution;

VU l'Ordonnance 69-037 du 31 Mars 1959;

VU l'Ordonnance 59-038 du 31 Mars relative aux pouvoirs
généraux du Président du Conseil;

- D E C R E T E :

ARTICLE 1er - Le projet de loi adopté en Conseil des Ministres
le 10 Novembre 1960 et dont la teneur suit, sera présenté par
le Président du Conseil
qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la
discussion./-

Fait à Dakar, le 13 Décembre 1960

Mamadou DIA

ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL

--:--

Lère LEGISLATURE

--:--

lère SESSION EXTRAORDINAIRE 1961

--:--

R A P P O R T

fait

au nom de la COMMISSION DE L'EDUCATION,
DE L'INFORMATION, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

--:--

sur le PROJET DE LOI n° 54/60/ANS PORTANT
RATIFICATION DES ORDONNANCES PRISES EN VERTU
DE LA LOI D'HABILITATION N° 60-46 du 7 Septembre 1960

sur les ordonnances

n°s 60-19 du 24 - 9 - 1960
60-40 du 20- 10 - 1960
60-43 du 31 - 10 - 1960
60-44 du 31 - 10 - 1960
60-45 du 31 - 10 - 1960

par M. Demba DIOP .--

Monsieur le Président, mes Chers Collègues,

La Commission de l'Education, de l'Information, de la Jeunesse et des Sports a examiné au cours de sa réunion du Vendredi 25 Février les Ordonnances :

- n° 60-19 du 24 Septembre 1960 créant un Hymne de la République du Sénégal.
- n° 60-40 du 20 Octobre 1960 créant un centre national d'éducation populaire et sportive.
- n° 60-43 du 31 Octobre 1960 portant création et statut de la Commission de presse.
- n° 60-44 du 31 Octobre 1960 portant statut du journaliste professionnel dans la République du Sénégal.
- n° 60-45 du 31 Octobre 1960 portant création d'une Commission de la carte d'identité professionnelle de journaliste.

Les Ministres de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, de l'Information et de la Presse ont, chacun en ce qui le concerne, présenté l'économie des textes de ces ordonnances.

La Commission a insisté sur la nécessité de favoriser l'épanouissement de la presse sénégalaise en encourageant l'initiative privée en matière de journalisme.

/....

Elle a souligné que notre Hymne National n'a pas eu un écho profond dans les régions de l'intérieur. Des efforts restent à faire pour la diffusion du texte et de la partition.

La Commission a constaté que l'ordonnance n°60-19 du 24 Septembre 1960 créant l'Hymne National comporte un article unique portant sur le texte.

Aucune indication portant sur la musique n'est donnée. La partition n'est pas jointe.

Sur la création d'un centre national d'éducation populaire et sportive, la Commission a recommandé des efforts en direction de l'intérieur en ce qui concerne les sports. Des prospections effectuées par des spécialistes révéleraient, sans nul doute, des éléments doués qui, faute d'entraînement rationnel, seraient perdus pour le sport sénégalais.

Elle a encouragé l'initiative du Ministre de la Jeunesse et des Sports qui tend à rapatrier quelque grands sportifs sénégalais afin que leur expérience soit mise au service de la Nation.

A la lumière de ces observations, la Commission de l'Education Nationale, de l'Information de la Jeunesse et Sports, vous recommande l'adoption des ordonnances :

/... ..

N°s 60-19 du 24 Septembre 1960
60-40 du 20 Octobre 1960
60-43 du 31 Octobre 1960
60-44 du 31 Octobre 1960
60-45 du 31 Octobre 1960

DIOP DEMBA

Un Peuple - Un But - Une Foi

ASSEMBLEE NATIONALE

180008

/// // // Sénégalaise n° 6I-22

portant ratification des ordonnances
prises en vertu de la Loi d'habilitation
n° 60-043 du 20 Août 1960.

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Après en avoir délibéré, a adopté dans sa séance du
Lundi 27 Février 1961, la Loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE - sont ratifiées les ordonnances
prises en application de la Loi 60-043 du 20 Août 1960 habilitant
le Gouvernement à prendre, par ordonnance, pour une durée de trois
mois, des mesures qui sont normalement du domaine de la Loi :

- Ordonnance n° 60-01 du 20 Août 1960 portant création d'un Service du Trésor
- Ordonnance n° 60-02 du 20 Août 1960 portant création d'un Service des Domaines
- Ordonnance n° 60-04 du 24 Août 1960 portant deuxième remaniement du budget de la République du Sénégal exercice 1960
- Ordonnance n° 60-06 du 27 Août 1960 autorisant le Ministre de la Défense à procéder au rappel à l'activité d'Officiers de réserve.
- Ordonnance n° 60-07 du 27 Août 1960 autorisant le Ministre de la Défense à admettre en situation d'activité, pour une durée de 6 mois renouvelable, les Officiers de réserve qui en feraient la demande
- Ordonnance n° 60-08 du 27 Août 1960 relative à l'admission avec leur grade dans les réserves des Forces Armées du Sénégal les citoyens sénégalais titulaires d'un grade d'officier dans les réserves de l'Armée Française
- Ordonnance n° 60-09 du 27 Août 1960 relative à l'érection du Port de Dakar en Etablissement public de la République du Sénégal
- Ordonnance n° 60-10 du 27 Août 1960 relative à l'érection de la Régie des Chemins de Fer en Etablissement public de la République du Sénégal,

annexées à la présente Loi

DAKAR, le 27 Février 1961

Le Président de Séance

ORDONNANCES

prises en vertu

de la loi d'habilitation
n° 60-043 du 20 août 1960

SOMMAIRE

Ministère de la Justice

Ordonnance n° 60-03 du 22 août 1960 portant modification de la formule exécutoire	6
---	---

Ministère de l'Intérieur

Ordonnance n° 60-05 du 26 août 1960 fixant les modalités de désignation des Délégués des Assemblées régionales et municipales pour l'élection du Président de la République du Sénégal	10
--	----

Ministère de la Défense

Ordonnance n° 60-06 du 27 août 1960 autorisant le Ministre de la Défense à procéder au rappel à l'activité d'officiers de réserve	14
Ordonnance n° 60-07 du 27 août 1960 autorisant le Ministre de la Défense à admettre en situation d'activité, pour une durée de six mois renouvelable, les officiers de réserve qui en feraient la demande *.....	15
Ordonnance n° 60-08 du 27 août 1960 relative à l'admission avec leur grade dans les réserves des Forces Armées du Sénégal, des citoyens sénégalais titulaires d'un grade d'officier dans les réserves de l'Armée française	16

Ministère des Finances

Ordonnance n° 60-01 du 20 août 1960 relative au fonctionnement du Trésor sur le territoire du Sénégal ...	13
Ordonnance n° 60-02 du 20 août 1960 portant création d'un Service des Douanes	19
Ordonnance n° 60-04 du 24 août 1960 portant deuxième remaniement du Budget 1960 de la République du Sénégal	21

Ministère des Travaux publics, des Transports et des Mines

Ordonnance n° 60-09 du 27 août 1960 relative à l'érection du Port de Commerce de Dakar en établissement public de la République du Sénégal	24
Ordonnance n° 60-10 du 27 août 1960 relative à l'érection de la Régie des chemins de fer en établissement public de la République du Sénégal	26

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ORDONNANCE n° 60-03 du 22 août 1960
portant modification de la formule exécutoire

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi constitutionnelle du 20 août 1960, proclamant l'indépendance de la République du Sénégal;

Vu la loi du 20 août 1960, habilitant le Gouvernement de la République du Sénégal, pendant un délai de trois mois, à régler par voie d'ordonnance toutes les matières relevant de la compétence de l'Assemblée législative;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 22 août 1960,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice ainsi que les grosses et expéditions de contrat et de tous actes susceptibles d'exécution forcée seront intitulés ainsi qu'il suit :

« RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL,

« AU NOM DU PEUPLE SÉNÉGALAIS,

et terminés par la formule suivante :

« En conséquence, la République du Sénégal mande et ordonne à tous huissiers, sur ce requis, de mettre le dit arrêt (ou le dit jugement, etc.) à exécution, aux Procureurs généraux et aux Procureurs de la République près les Tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous Commandants et Officiers de Force publique, de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis. »

« En foi de quoi, le présent arrêt (ou jugement, etc.) a été signé par »

ART. 2. — Les porteurs de grosses et expéditions d'actes revêtant des formules prescrites antérieurement à la publication de la présente ordonnance pourront faire mettre ces actes à l'exécution sans faire ajouter la formule ci-dessus indiquée.

-- 7 --

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée selon la procédure d'urgence comme loi de la République du Sénégal et publiée au *Journal officiel*. Elle est applicable à la date de ce jour.

Toutes dispositions législatives ou réglementaires contraires à la matière sont abrogées.

Dakar, le 22 août 1960.

Le Président du Gouvernement,
MAMADOU DIA.

Le Ministre de la Justice,
GABRIEL D'ARBOUSSIER.

Cf loi sénégalaise n°1961/22 du 10 mars 1961

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

- 10 -

ORDONNANCE n° 60-05 du 26 août 1960
fixant les modalités de désignation des Délégués des
Assemblées régionales et municipales pour l'élection
du Président de la République du Sénégal.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution de la République du Sénégal, notamment en ses articles 21 et 22;

Vu la loi du 20 août 1960, habilitant le Gouvernement de la République du Sénégal, pendant un délai de trois mois, à régler par voie d'ordonnances toutes les matières relevant de la compétence de l'Assemblée législative;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 26 août 1960,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — En application des articles 21 et 22 de la Constitution, les Assemblées régionales et les Conseils municipaux de la République du Sénégal seront convoqués en session extraordinaire au plus tôt trois mois et au plus tard deux mois au moins avant l'expiration du mandat du Président de la République en fonction, pour désigner un délégué par Assemblée régionale et un délégué par Conseil municipal qui les représenteront au Congrès chargé de l'élection du nouveau Président de la République.

La durée de cette session extraordinaire ne devra en aucun cas dépasser trois jours.

ART. 2. — En cas de vacance de la Présidence de la République, par décès, démission ou empêchement définitif, les Assemblées régionales et les Conseils municipaux seront convoqués en session extraordinaire au plus tard dans les quinze jours de la vacance et devront avoir désigné chacun leur délégué au plus tard le vingtième jour suivant la vacance.

Dans ce cas également, la durée de la session extraordinaire ne saurait en aucun cas excéder trois jours.

ART. 3. — A l'occasion de l'élection du Premier Président de la République sénégalaise, qui sera fixée au plus tard le 10 septembre 1960, les Gouverneurs de Région convoqueront immédiatement en session extraor-

dinaire les Assemblées régionales dès la publication de la présente ordonnance, qui sera communiquée, publiée et affichée suivant la procédure d'urgence.

Les Maires de toutes les communes du Sénégal convoqueront de même aussitôt en session extraordinaire leurs Conseils municipaux à l'exception des deux communes de Saint-Louis et de Rufisque, dont les Assemblées municipales seront représentées chacune par leur doyen d'âge à l'exclusion des Conseillers parlementaires.

La durée de cette session extraordinaire ne saurait en aucun cas excéder trois jours.

ART. 4. — La désignation du délégué sera faite pour chaque Assemblée municipale et pour chaque Conseil municipal à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée. Ce délégué sera obligatoirement choisi parmi les Conseillers non parlementaires.

Toutefois, si aux deux premiers tours du scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des membres composant l'Assemblée, le troisième tour aura lieu à la majorité relative.

Les candidatures seront déposées par les groupes sur le bureau de l'Assemblée ou du Conseil municipal au plus tard la veille du jour fixé pour le premier tour du scrutin.

Des candidatures nouvelles pourront être déposées après chaque tour de scrutin. Elles devront être remises au Président de l'Assemblée régionale ou au Maire de la commune au plus tard trois heures avant l'ouverture de la séance fixée pour le deuxième ou le troisième tour du scrutin. Il sera obligatoirement donné lecture des candidatures en présence avant l'ouverture de chaque tour de scrutin.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée selon la procédure d'urgence, comme loi de la République du Sénégal et publiée au *Journal officiel*. Elle est applicable à la date de ce jour.

Dakar, le 26 août 1960.

Le Président du Gouvernement,
MAMADOU DIA.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Défense,
VALDIODIO N'DIAYE.

Cf loi sénégalaise n°1961/22 du 10 mars 1961

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

ORDONNANCE n° 60-06 du 27 août 1960
autorisant le Ministre de la Défense à procéder au rappel
à l'activité d'officiers de réserve

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu la loi constitutionnelle n° 60-041 du 20 août 1960;

Vu la Constitution de la République du Sénégal;

Vu la loi sénégalaise n° 60-043 A.L.S. du 20 août 1960, autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnance, pour une durée de trois mois, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 26 août 1960,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le Ministre de la Défense est autorisé à procéder au rappel à l'activité d'officiers de réserve.

ART. 2. — Le rappel sera prononcé par décisions individuelles, pour une durée de six mois, éventuellement renouvelable deux fois.

ART. 3. — Ces rappels pourront être prononcés à compter du 1^{er} septembre 1960.

ART. 4. — Les crédits nécessaires au paiement des soldes des officiers rappelés sous les drapeaux seront imputés au Budget de la République du Sénégal.

ART. 5. — Le Ministre de la Défense chargé de l'exécution de la présente ordonnance pourra donner délégation au Chef d'Etat-Major général de la Défense et des Forces armées pour procéder aux rappels.

ART. 6. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République du Sénégal et exécutée comme loi de l'Etat.

Dakar, le 27 août 1960.

Le Président du Conseil,
MAMADOU DIA.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Défense,
VALDIODIO N'DIAYE.

ORDONNANCE n° 60-07 du 27 août 1960
autorisant le Ministre de la Défense à admettre en situation d'activité, pour une durée de six mois renouvelable, les officiers de réserve qui en feraient la demande.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu la loi constitutionnelle n° 60-041 du 20 août 1960;

Vu la Constitution de la République du Sénégal;

Vu la loi sénégalaise n° 60-043 A.L.S. du 20 août 1960, autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnance, pour une durée de trois mois, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 26 août 1960,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le Ministre de la Défense est autorisé à admettre en situation d'activité, pour une durée de six mois renouvelable, les officiers de réserve qui en feraient la demande.

ART. 2. — Les officiers de réserve admis à servir en situation d'activité pourront, sur leur demande et s'ils satisfont aux prescriptions d'une instruction à paraître, être intégrés dans l'Armée active.

ART. 3. — Les crédits nécessaires au paiement des soldes de ces officiers seront imputés au Budget de la République du Sénégal.

ART. 4. — Le Ministre de la Défense, chargé de l'exécution de la présente ordonnance, pourra donner délégation au Chef d'Etat-Major général de la Défense et des Forces armées, pour prononcer les décisions correspondantes.

ART. 5. — La présente ordonnance, sera publiée au *Journal officiel* de la République du Sénégal et exécutée comme loi de l'Etat.

Dakar, le 27 août 1960.

Le Président du Conseil,
MAMADOU DIA.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Défense,
VALDIODIO N'DIAYE.

- 16 -

ORDONNANCE n° 60-08 du 27 août 1960
relative à l'admission avec leur grade dans les réserves
des Forces Armées du Sénégal, les citoyens sénégalais
titulaires d'un grade d'officier dans les réserves de
l'Armée française.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu la loi constitutionnelle n° 60-041 du 20 août 1960;

Vu la Constitution de la République du Sénégal;

Vu la loi sénégalaise n° 60-043 A.L.S. du 20 août 1960, autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnance, pour une durée de trois mois, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 26 août 1960,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens sénégalais titulaires d'un grade d'officier dans les réserves de l'Armée française sont admis avec leur grade dans les réserves des Forces armées du Sénégal.

ART. 2. — Les admissions, prononcées en application de l'article premier, feront l'objet d'un arrêté du Ministre de la Défense, et seront publiées au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

ART. 3. — Le Ministre de la Défense est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au *Journal officiel* de la République et exécutée comme loi de l'Etat.

Dakar, le 27 août 1960.

Le Président du Conseil,
MAMADOU DIA.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Défense,
VALDIODIO N'DIAYE.

MINISTÈRE DES FINANCES

ORDONNANCE n° 60-01 du 20 août 1960
relative au fonctionnement du Trésor sur le territoire
du Sénégal

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu la Constitution du 24 janvier 1959;

Vu la loi n° 60-043 du 20 août 1960, autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures qui sont normalement du domaine de la loi;

Vu la loi n° 59-17 du 16 juin 1959;

Vu la Convention du 11 juillet 1959 et le protocole annexe passée avec la République du Sénégal;

Vu le rapport du Ministre des Finances;

Le Conseil des Ministres entendu le 20 août 1960,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un Service du Trésor du Sénégal placé sous l'autorité du Ministre des Finances.

ART. 2. — L'organisation et les règles de fonctionnement du Service du Trésor du Sénégal seront déterminées par décret pris en Conseil des Ministres.

ART. 3. — A titre transitoire et pour compter du 20 août 1960, les dispositions de la Convention passée le 11 juillet 1959 entre la République française et la Fédération du Mali et celles du protocole annexe sont applicables sur le territoire de la République du Sénégal, pour tout ce qui n'est pas contraire à la Constitution du 24 janvier 1959, le Gouvernement du Sénégal se substituant en tant que besoin au Gouvernement de la Fédération du Mali.

ART. 4. — Le Ministre des Finances et le Trésorier-Payeur du Sénégal sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera et exécutée comme loi de l'Etat.

Dakar, le 20 août 1960.

Le Président du Conseil
MAMADOU DIA.

Le Ministre des Finances,

A. PEYTAVIN.

ORDONNANCE n° 60-02 du 20 août 1960
portant création d'un Service des Douanes
de la République du Sénégal

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu la Constitution du 24 janvier 1959;

Vu la loi n° 60-043 du 20 août 1960, autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures qui sont normalement du domaine de la loi;

Vu le décret n° 59-072 du 9 avril 1959 portant transfert de la Direction des Douanes du Sénégal à la Fédération du Mali;

Vu le rapport du Ministre des Finances;

Le Conseil des Ministres entendu le 20 août 1960,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 20 août 1960 il est créé un Service des Douanes de la République du Sénégal, placé sous l'autorité du Ministre des Finances qui reçoit les attributions antérieurement dévolues sur le territoire de la République du Sénégal au Service fédéral des Douanes du Mali.

ART. 2. — Le décret n° 59-072 du 9 avril 1959 est abrogé.

ART. 3. — L'ensemble des dépenses afférentes au fonctionnement de ce Service sont à la charge de la République du Sénégal. Les liquidations de droits et taxes effectuées par ce Service feront l'objet de bordereaux établis pour le compte du Budget de la République du Sénégal et adressés au Trésorier-Payeur du Sénégal. Celui-ci est à compter du 20 août 1960 chargé de percevoir et de centraliser les recettes douanières effectuées au Sénégal.

ART. 4. — Toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au fonctionnement du Service des Douanes actuellement en vigueur restent applicables en leurs dispositions non contraires à la Constitution et à la législation de la République du Sénégal.

ART. 5. — Des décrets pris en application de la présente ordonnance organiseront, en tant que de besoin, le Service ainsi créé.

- 20 -

ART. 6. — Les relations douanières entre la République du Sénégal d'une part, les autres Etats de l'Union douanière ou de la Communauté d'autre part, demeurent régies par les dispositions des conventions actuellement en vigueur.

ART. 7. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera et exécutée comme loi de l'Etat.

Dakar, le 20 août 1960.

Le Président du Conseil,
MAMADOU DIA.

Le Ministre des Finances,
A. PEYTAVIN.

ORDONNANCE n° 60-04 du 24 août 1960
portant deuxième remaniement du Budget
de la République du Sénégal 1960

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu la Constitution du 24 janvier 1959;

Vu la loi n° 60-043 du 20 août 1960, autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures qui sont normalement du domaine de la loi;

Vu la loi sénégalaise n° 59-030 du 14 décembre 1959 portant fixation du Budget de la République du Sénégal, exercice 1960;

Vu la loi sénégalaise n° 60-039 portant premier remaniement du Budget de la République du Sénégal, exercice 1960;

Vu le décret n° 60-260 s.g. du 25 juillet 1960 portant report de crédits du Budget de la République du Sénégal de l'exercice 1959 à l'exercice 1960;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre des Finances;

Le Conseil des Ministres entendu le 23 août 1960,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au Budget de Fonctionnement de la République du Sénégal, exercice 1960, les rubriques ci-après :

RECETTES

CHAPITRE 29. — *Remboursement de prêts et d'avances.*

Article 2. — Remboursement d'avances.

Paragraphe 3 (*nouveau*). — Remboursement d'avances consenties au budget de l'ex-Fédération du Mali.

DÉPENSES

CHAPITRE 56. — *Prêts et avances.*

Article premier. — Collectivités ou organismes publics.

Paragraphe 4 (*nouveau*). — Avance au budget de l'ex-Fédération du Mali pour paiement des soldes d'août des fonctionnaires fédéraux en service au Sénégal.

- 22 -

ART. 2. — Sont inscrites au Budget de la République du Sénégal, exercice 1960, les recettes et dépenses supplémentaires suivantes :

a) **Recettes.**

CHAPITRE 29. — *Remboursement de prêts et avances.*

Article 2. — Remboursement d'avances.

§ 3. Remboursement d'avances consenties au Budget de l'ex-Fédération du Mali	300.000.000
	<hr/>
Nouveau total de l'article 2 ..	1.667.000.000
TOTAL du chapitre 29	1.678.000.000
	<hr/>
Nouveau total des recettes du Budget de Fonctionnement	17.260.802.000
	<hr/> <hr/>

b) **Dépenses.**

CHAPITRE 56. — *Prêts et avances.*

Article premier. — Collectivités ou organismes publics.

§ 4. Avances au Budget de l'ex-Fédération du Mali	300.000.000
	<hr/>
Nouveau total de l'article 1 ^{er} ..	1.441.000.000
TOTAL du chapitre 56	1.451.000.000
	<hr/>
Nouveau total des dépenses du Budget de Fonctionnement	17.260.802.000
	<hr/> <hr/>

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République du Sénégal.

Dakar, le 24 août 1960.

Pour le Président du Conseil :

*Le Ministre Délégué à la Présidence,
chargé de l'intérim,*

KARIM GAYE.

Le Ministre des Finances,

A. PEYTAVIN.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME**

ORDONNANCE n° 60-09 du 27 août 1960
relative à l'érection du Port de Commerce de Dakar
en établissement public de la République du Sénégal

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu la Constitution du 24 janvier 1959;

Vu le décret n° 59-099 s.g. du 11 mai 1959 relatif au transfert à la Fédération du Mali de la tutelle du Port de Commerce de Dakar et de ses dépendances;

Vu la loi n° 60-043 du 20 août 1960, autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures qui sont normalement du domaine de la loi;

Le Conseil des Ministres entendu le 26 août 1960.

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 20 août 1960 le Port de Commerce de Dakar, établissement public fédéral, visé par la loi-ordonnance fédérale n° 3 du 17 décembre 1959 devient établissement public de la République du Sénégal à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

ART. 2. — Les dispositions légales et réglementaires relatives à l'organisation et au fonctionnement du Port de Dakar restent en vigueur en tout ce qui n'est pas contraire à la législation et à la Constitution du Sénégal.

ART. 3. — Le Ministre de tutelle est le Ministre des Travaux publics, des Transports et des Mines du Sénégal. Le Ministre des Finances est chargé, conjointement avec le Ministre de tutelle du contrôle des opérations comptables du Port de Commerce.

ART. 4. — Le Conseil d'administration et le Directeur du Port continueront à assumer, sous la tutelle du Ministre des Travaux publics, des Transports et des Mines du Sénégal, les fonctions qui leur ont été dévolues par la loi susvisée et les arrêtés interministériels fédéraux n° 2560 du 22 juillet 1960 et 2576 du 23 juillet 1960, réglant la gestion financière et comptable du Port.

- 25 -

ART. 5. — La situation comptable du Port de Dakar qui faisait l'objet d'un compte spécial dans les écritures du Trésorier du Mali, en vertu des dispositions de la loi fédérale n° 25 du 30 avril 1959 et qui aura été arrêtée par les soins de ce dernier en vue de l'application des arrêtés interministériels susvisés, sera communiquée au Ministre des Travaux publics, des Transports et des Mines et au Ministre des Finances du Sénégal.

ART. 6. — Le Ministre des Travaux publics, des Transports et des Mines et le Ministre des Finances du Sénégal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au *Journal officiel* de la République du Sénégal et exécutée comme loi de l'Etat.

Dakar, le 27 août 1960.

Le Président du Conseil,
MAMADOU DIA.

*Le Ministre des Travaux publics,
des Transports et des Mines,*
A.-B. M'BENGUE.

Le Ministre des Finances,
A. PEYTAVIN.

ORDONNANCE n° 60-10 du 27 août 1960
relative à l'érection de la Régie des chemins de fer
en établissement public de la République du Sénégal

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu la Constitution du 24 janvier 1959;

Vu le décret n° 59-074 s.g. du 10 avril 1959 relatif au transfert à la Fédération du Mali des lignes de chemins de fer exploitées par la Régie des chemins de fer de l'Afrique occidentale française au Sénégal;

Vu le décret n° 59-073 du 30 juin 1959 portant organisation et fonctionnement de la Régie fédérale des chemins de fer;

Vu la loi n° 60-043 du 20 août 1960, autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures qui sont normalement du domaine de la loi;

Le Conseil des Ministres entendu le 26 août 1960,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 20 août 1960 et à titre provisoire, la Régie des chemins de fer, établissement public fédéral visé à la loi-ordonnance fédérale n° 59-12 du 29 juin 1959 devient établissement public de la République du Sénégal à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière en tout ce qui concerne le réseau, les services annexes et incorporés, les extensions éventuelles du réseau et des services situés sur le ressort de la République du Sénégal.

ART. 2. — Les dispositions légales et réglementaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'ex-Régie fédérale des chemins de fer restent en vigueur en tout ce qui n'est pas contraire à la législation et à la Constitution du Sénégal.

ART. 3. — Le Ministre de tutelle est le Ministre des Travaux publics, des Transports et des Mines du Sénégal. Le Ministre des Finances est chargé, conjointement avec le Ministre de tutelle, du contrôle des opérations comptables de la Régie des chemins de fer.

ART. 4. — Le Directeur de l'ex-Régie continuera à assumer, sous le contrôle du Ministre des Travaux publics, des Transports et des Mines du Sénégal, les fonctions qui lui ont été dévolues au titre VI du décret n° 59-73 visé ci-dessus.

ART. 5. — La situation comptable de la Régie fédérale des chemins de fer, c'est-à-dire le compte d'exploitation, la situation de caisse, de banque et de portefeuille, l'état des créances et des dettes, les inventaires, etc., sera communiquée au Ministre des Travaux publics, des Transports et au Ministre des Finances de la République du Sénégal, qui prendront toutes mesures utiles pour assurer le contrôle de la gestion financière de la Régie des chemins de fer, pour compter de la promulgation de la présente ordonnance.

ART. 6. — Le Ministre des Travaux publics, des Transports et des Mines et le Ministre des Finances du Sénégal, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au *Journal officiel* de la République du Sénégal et exécutée comme loi de l'Etat.

Dakar, le 27 août 1960.

Le Président du Conseil,
MAMADOU DIA.

*Le Ministre des Travaux publics,
des Transports et des Mines,*
A.-B. M'BENGUE.

Le Ministre des Finances,
A. PEYTAVIN.